

diens. Le premier ministre n'a fait aucune promesse aux électeurs canadiens mais cela ne l'autorise pas à faire n'importe quoi. Les Canadiens ne lui ont pas donné toute latitude pour instaurer une forme de socialisme nuancée sous le couvert d'une société juste. Dans le cas improbable où ils lui accorderaient cette permission, ils auraient encore le droit de demander ce qu'il leur en coûtera de façon à pouvoir décider si c'est ce qu'ils veulent réellement et s'ils peuvent se le permettre.

Si les plans du premier ministre sont dévoilés par bribes et selon l'inspiration du moment, chacun d'eux doit porter une étiquette en indiquant le prix pour que les Canadiens puissent décider s'ils veulent l'acheter. Il est difficile de croire qu'un gouvernement puisse en fait procéder au gré d'une planification au jour le jour mais il semble que ce soit le cas, à en juger par les carences de certaines des entreprises du gouvernement. Mais si les projets merveilleux que le gouvernement ne cesse d'imposer au public sont effectivement partie intégrante d'un programme général à long terme, le premier ministre doit à l'instant donner une estimation honnête de ce qu'il en coûtera au contribuable pendant toute la durée du programme, afin que la population, dans sa sagesse, puisse évaluer les frais et les avantages et, si elle en décide ainsi, arrêter les dépenses avant qu'on ne s'engage dans des programmes onéreux que ne souhaite pas la majorité des Canadiens.

Autrement dit, le premier ministre (M. Trudeau) doit prendre la peine de se renseigner sur ce que veulent les Canadiens et sur les montants qu'ils sont disposés à payer. Mais, à mon avis, le gouvernement actuel ne se préoccupe pas du contribuable; bien plus, son attitude se résume ainsi: «Qu'est-ce qu'un milliard de plus?»

• (8.10 p.m.)

[Français]

M. Henry Latulippe (Compton): Monsieur le président, je suis heureux d'avoir l'honneur de participer au débat sur le bill actuellement à l'étude, qui vise à l'établissement de la Corporation de développement du Canada.

Monsieur le président, je voudrais faire ressortir l'importance de cette corporation au Canada et mettre en évidence la situation économique de notre pays, au regard de ce gigantesque programme de développement proposé par l'honorable ministre des Finances (M. Benson).

Je ne crois pas que le moment soit venu d'établir une pareille société de développement au Canada, car beaucoup de secteurs de l'industrie fonctionnent mal. Certaines industries produisent à environ la moitié de leur capacité, car elles ne trouvent pas preneurs pour leurs produits. Je ne crois pas que ce soit en établissant une corporation de production massive, au détriment des autres industries connexes, que nous réglerons le problème. Je suis sûr que si nous établissons de grands centres industriels canadiens, nous fermerons d'autres centres plus ou moins importants du pays et nous verrons un nombre considérable d'industries abandonner leur production ou disparaître, tout simplement parce que la grande industrie et la finance les conduiront à la faillite.

Nous avons, dans la province de Québec, l'exemple frappant de la Société générale de financement. Le gouvernement du Québec a mis à la disposition de la province un organisme de manufactures, d'industries et de financement de grande envergure.

[M. Paproski.]

Présentement, la Société générale de financement du Québec s'est emparée de plusieurs grandes industries et les a modernisées en développant toutes les techniques possibles. Ce genre de financement industriel n'a pas tellement augmenté la main-d'œuvre, mais a fait disparaître plusieurs autres industries qui employaient de la main-d'œuvre. Ces industries sont présentement aux prises avec une surproduction qu'elles ne peuvent pas vendre.

Dans plusieurs secteurs, la Société générale de financement a des surplus épouvantables; les entrepôts sont remplis à pleine capacité et l'on est parfois obligé de fermer certaines industries, certaines agglomérations industrielles, parce qu'on ne peut pas disposer de la surproduction.

En établissant une société comme celle que le ministre des Finances veut organiser, société de financement monstre, je ne crois pas que l'on trouvera la solution au problème.

Ce qui m'étonne le plus dans la création de cette super-société industrielle, c'est la tendance du gouvernement à tenter toutes les audaces possibles quand il s'agit de financer la surproduction, alors qu'il reste hostile à toutes les mesures tendant à promouvoir la consommation au sein de la population, qui manque de pouvoir d'achat pour acheter la production actuelle, déjà supérieure à la capacité d'acheter de la population.

La politique actuelle de financement ainsi que l'aide du gouvernement, en ce qui a trait à l'expansion industrielle dans les zones désignées, constituent des audaces ou des tentatives pour financer la surproduction d'industries dont les produits ne trouvent pas d'acheteurs, à cause du manque de pouvoir d'achat de la population.

En finançant de nouvelles manufactures de meubles dans certaines régions, on ne fait que favoriser la fermeture d'autres manufactures dans des régions voisines et changer la production de place. On forme de nouveaux employés en acculant au chômage d'anciens employés habiles et expérimentés. On se ferme les yeux pour ne pas voir que le mal de notre économie n'est pas le manque de production, mais le manque de pouvoir d'achat de la population pour acheter cette même production. La production reste sur les tablettes, dans les entrepôts, alors que la population, qui en aurait besoin mais qui manque d'argent, ne peut l'acheter. On se ferme les yeux pour ne pas voir que la production est déjà amplement suffisante, malgré que 10 p. 100 de la population soit en chômage, malgré que 60 p. 100 de la production serve à la consommation des besoins de la population, qui n'a pas de pouvoir d'achat pour acheter davantage.

• (8.20 p.m.)

On se ferme les yeux pour ne pas voir qu'en 1970, malgré une production de 84 milliards de dollars, la population n'a consommé, exporté, vendu—par tous les moyens—que pour 50 milliards de dollars, et que seulement 34 milliards de dollars sont restés pour les besoins futurs et le développement du pays.

Par-dessus tout, on désire encore établir une super-société gouvernementale de 2 milliards de dollars pour augmenter la production nationale qui dépasse déjà la capacité d'acheter des Canadiens.

Toute la production émanant de cette nouvelle société de la Couronne ne servira qu'à fermer les portes des